

FONDS REGIONAL DES TERRITOIRES VOLET ENTREPRISE 40.12

Règlement d'Application Locale

Décembre 2020

Préambule :

Les très petites entreprises de Bourgogne-Franche-Comté, colonne vertébrale de l'économie de proximité, sont particulièrement impactées par la crise liée au COVID-19.

Dans ce contexte la Région et ECLA Lons Agglomération interviennent de façon conjointe pour soutenir les très petites entreprises rencontrant des difficultés conjoncturelles liées à une perte de chiffre d'affaires.

Soutenir l'économie de proximité au côté des territoires permet d'aller au plus près des besoins de ces entreprises. Pour cette raison, la Région Bourgogne-Franche-Comté a délégué la gestion de ce fonds aux EPCI.

Article 1 : Objectifs :

Suite à la crise liée au COVID 19, l'économie de proximité doit être accompagnée au plus près du territoire. Afin de permettre la reprise de l'activité, il est proposé de soutenir la pérennité et la transition des entreprises de l'économie de proximité

Article 2 : Objet :

ECLA accorde aux entreprises de son territoire une aide à l'investissement matériel et/ou au fonctionnement prenant la forme d'une subvention selon les critères définis dans le présent règlement.

Article 3 : Modalités de mise en œuvre de l'aide à l'investissement du volet « entreprises » :

Article 3.1 : Bénéficiaires :

PME au sens communautaire implantée au sein d'ECLA et dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus, en Equivalent Temps Plein.

Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.

Sont exclues les SCI, les entreprises en cours de liquidation, les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles.

Article 3.2 : Opérations et dépenses éligibles

Dans le cadre de l'aide à l'investissement, sont susceptibles d'être aidées par ECLA les dépenses suivantes :

- Outil de production supplémentaire, en veillant à minimiser l'impact environnemental de l'entreprise,
- Outil de production de remplacement uniquement si ce dernier permet notablement d'améliorer la productivité de l'entreprise et contribue à diminuer l'impact environnemental du procédé de fabrication,
- Equipement informatique et acquisition de logiciel (si dépenses immobilisables) permettant l'introduction ou le développement d'outils numériques dans l'entreprise.

Le terme "production" s'entend au sens large pour s'appliquer à la fois aux entreprises artisanales, aux entreprises de services et aux commerces.

Seules les dépenses engagées postérieurement à la date d'accusé réception du dossier complet par ECLA sont éligibles.

Les acquisitions de matériel d'occasion sont éligibles sur production d'une facture.

Sont également éligibles les charges des remboursements d'emprunt pour la partie en capital. La rétroactivité n'étant pas possible pour la définition de l'assiette éligible, seules les échéances en capital postérieures au dépôt du dossier complet seront prises en compte.

Article 3.3 : Montant de l'aide

Le taux d'intervention d'ECLA sera calculé en fonction des notes attribuées au projet présenté selon 4 critères :

- L'amélioration de la productivité globale de l'entreprise,
- La diminution de l'impact environnemental de l'entreprise,
- Le maintien d'emplois menacés ou la création d'emploi nouveaux,
- L'intégration d'entreprises locales dans l'investissement réalisé.

Chaque critère sera noté sur 5 points. Une note minimale de 10/20 est nécessaire pour que le projet soit soutenu.

La note obtenue sera multipliée par 5 pour déterminer le taux d'intervention d'ECLA.

Pour solliciter cette aide, l'investissement doit être au minimum de 1000 € HT (sauf si TVA non récupérable). Dans tous les cas, l'aide est plafonnée à 10 000 € par projet, dans la limite d'un projet par entreprise.

Article 3.4 : Modalités de versement et validité de l'aide

L'aide sera versée en une fois sur présentation de factures acquittées.

Dans le cas des charges de remboursements d'emprunts, l'aide sera versée en une fois sur présentation de tout document prouvant que l'entreprise est à jour de ses échéances de prêts à la date d'accusé réception du dossier complet par ECLA.

Article 4 : Modalités de mise en œuvre de l'aide à la trésorerie du volet « entreprises » :

Article 4.1 : Bénéficiaires :

PME au sens communautaire implantée au sein d'ECLA et dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus, en Equivalent Temps Plein.

Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.

Sont exclues les SCI, les entreprises en cours de liquidation, les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles.

Cette aide vise prioritairement les entreprises ayant fait l'objet d'une fermeture administrative.

Article 4.2 : Montant de l'aide

La base de calcul de l'aide repose sur la différence entre la perte de chiffre d'affaires HT (ou TTC pour entreprises non assujetties à la TVA) et le montant perçu par l'entreprise au titre du Fonds de Solidarité National.

Pour évaluer la perte de chiffre d'affaires de l'entreprise, la formule suivante sera appliquée :

1. Pour les entreprises en activité avant le 1^{er} novembre 2019 :

CA réalisé en novembre 2020 comparé au CA réalisé en novembre 2019

2. Pour les entreprises dont l'activité a démarré à partir du 1^{er} novembre 2019 :

CA réalisé en novembre 2020 comparé au CA mensuel moyen depuis le démarrage d'activité

L'aide est plafonnée à 2000 € par entreprise.

Article 4.3 : Modalités de versement et validité de l'aide

L'aide sera versée en une fois après décision du comité d'attribution et validation par le Conseil Communautaire d'ECLA.

Article 5 : Décision d'attribution de l'aide

La décision d'attribution de l'aide est prise par un comité technique qui se réunira en trois phases, selon le calendrier suivant :

- Phase 1 : en janvier 2021 pour étudier les dossier déposés jusqu'au 31/12/2020
- Phase 2 : en juin 2021 pour étudier les dossier déposés du 01/01 au 31/05/2021,
- Phase 3 : en novembre 2021 pour étudier les dossier déposés du 01/06 au 31/10/2021

Chaque phase se verra doté d'1/3 de l'enveloppe dédiée au FRT. Les crédits non utilisés lors d'une phase seront automatiquement reportés lors de la phase suivante, exceptés pour la 3^{ème} et dernière phase.

En fonction du volume de dossiers reçus, ECLA se réserve le droit de modifier le calendrier des phases ci-dessus ainsi que la répartition de l'enveloppe pour chacune d'elle.

Article 5 : Procédure de demande de l'aide

L'entreprise souhaitant candidater devra adresser sa demande :

- par mail à : smaitre@ecla-jura.fr ou
- par courrier à :

ECLA Lons Agglomération
4 avenue du 4^{ème} RI
39000 LONS LE SAUNIER

Pour qu'un dossier soit réputé complet, celui-ci doit obligatoirement contenir les éléments suivants :

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée,
 - Liste des dirigeants de l'entreprise,
 - Extrait K-bis, registre du commerce et des sociétés, registre des métiers ou avis INSEE,
 - Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal,
 - Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années (dont les *aides de minimis*),
 - Bilan, compte de résultat et annexes et liasse fiscale du dernier exercice clos,
 - Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale.
- **Pour solliciter l'aide à l'investissement**, joindre également un document descriptif et un plan de financement équilibré en dépenses et recettes de l'opération envisagée, accompagnée de devis et d'un échéancier prévisionnel de réalisation.

Il est rappelé que l'octroi de l'aide est soumis au dépôt d'un dossier complet **avant engagement de l'action**. Un accusé de réception de dossier complet sera délivré au candidat permettant de fixer la date à partir de laquelle les dépenses seront considérées comme éligibles.

- **Pour solliciter l'aide à la trésorerie**, joindre également les éléments comptables permettant de justifier la perte de chiffre d'affaires et tout document justifiant le montant perçu au titre du Fonds de Solidarité National. Si l'entreprise s'est vue refuser l'aide du Fonds de Solidarité National, joindre tout document justifiant le dépôt d'une demande ainsi que la preuve du refus.

L'octroi de l'aide n'est pas automatique et relève de la compétence exclusive du conseil communautaire, après avis du comité technique qui étudie le dossier. L'entreprise se verra notifiée par courrier la décision du conseil communautaire.

Article 3 : Engagements de l'entreprise

Le bénéficiaire de l'aide est tenu de mentionner le concours financier de la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'ECLA dans l'objectif d'assurer la transparence sur l'octroi de fonds publics et la valorisation de l'action des deux collectivités.

De son côté, la Communauté d'Agglomération ECLA pourra communiquer par tous les moyens qu'elle jugera opportun sur l'entreprise bénéficiaire et l'aide accordée.

Bases légales :

Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Régime d'aide d'Etat n°SA.56985 (2020/N) relative au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises dans le cadre du COVID 19 du 20 avril 2020.

Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.1511-2 et L.1111-8 et R.1111-1 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT),

Règlement Général d'Exemption par Catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 :

- Régime cadre exempté n° SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020 ;
- Régime cadre exempté n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;
- Régime d'aides exempté n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

Délibérations du Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté des 25 et 26 juin 2020 et du 16 novembre 2020 validant le règlement d'intervention régional.

Délibération du Conseil Communautaire d'ECLA du 30 juillet 2020.

Délibération du Conseil Communautaire d'ECLA du 17 décembre 2020 validant le présent règlement d'application local.